



## **LES DIFFERENTES CRISES INTERNES INDONESIENNES:**

**Quand ce mal s'arrêtera t-il ?**

**Mémoire de géopolitique**

**Commandant UJANG MARTENIS  
L'Armée de Terre Indonésienne**

**dans le cadre de l'étude dirigée :**

**« Courants idéologiques et Géopolitique »**

**Directeur : Monsieur Jean-Luc POUTHIER**

**Avril 2002**

# Les différentes crises internes indonésiennes. Quand ce mal s'arrêtera t-il ?

## SOMMAIRE

### PREMIERE PARTIE :LE POIDS DE L'HISTOIRE.

L'Indonésie dans l'histoire

Bref rappel historique

### DEUXIEME PARTIE :POLITIQUE ACTUELLE DE L'INDONESIE.

Politique générale

Politique militaire

Politique étrangère « indépendante et active »

### TROISIEME PARTIE :LES CRISES MAJEURS QUI RAVAGENT AUJOURD'HUI.

Situation politique.

Situation économique et financier

Sécurité interne

Existe t'il une solution aux crises actuelles de l'Indonésie ?



## L'ARCHIPEL D'INDONESIE



## INTRODUCTION

L'Indonésie rassemble 17.508 îles et îlots. C'est le plus grand ensemble d'archipels au monde qui regroupe tout le long de son vaste territoire national plus de deux cents minorités ethniques et au moins trois cents dialectes et langues différentes. Il s'agit également le quatrième pays le plus peuplé du monde avec de 210 millions d'habitants. La République d'Indonésie est d'une part, le plus vaste pays musulman de la planète sans être islamique et d'autre part, s'agit d'une des principales puissances d'Asie. Tout cela paraît aujourd'hui remis en cause, d'abord par l'impact de la crise économique et sociale qui depuis 1997 a fortement ébranlé les fausses illusions des propagandistes du développement et de la croissance rapide, puis par la fragile mais réelle ouverture démocratique de cet immense pays à l'allure d'un continent. Pourtant, le potentiel industriel, naturel et culturel de l'Indonésie est considérable.

L'Indonésie change, car le départ du général Soeharto a mis un terme à trente-deux années de pouvoir absolu. Elle vivait déjà une transformation profonde depuis plusieurs décennies. Mais, sans doute, la crise de mai 1998 a-t-elle encore accéléré les évolutions antérieures. Au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle et alors que s'évapore le miracle asiatique, l'archipel cherche ses marques et veut définir de nouveaux repères. Il est clair aujourd'hui que l'Indonésie a pris un tournant considérable ces deux dernières années et qu'elle se dirige vers une démocratie beaucoup plus ouverte, flexible et libérale. Cependant elle ne semble pas se remettre de la crise économique qui l'a si durement frappée.

Les problèmes majeurs qui se posent aujourd'hui sont proches de ceux qui agitaient les pères de la nation : la forme même de l'Etat- unitaire ou fédéral- laïque ou islamique- sont des thèmes qui animeront la classe politique dans les mois et les années qui viennent, mais qui peuvent aussi mobiliser les grandes masses et déstabiliser l'ensemble. De même, par beaucoup d'aspects- dépendance vis-à-vis de l'extérieur, finances catastrophique, système bancaire en ruine, entreprises en situation de faillite virtuelle, pauvreté et chômage- l'économie est redevenue celle d'un grand pays sous développé. Mais le retour aux sources, c'est aussi la victoire d'une opposition après 34 années de dictature militaire, la redécouverte d'une forme de démocratie, archaïque certes, mais qui signifie élections régulières, vie politique, création de syndicats et d'associations diverses, liberté de la presse, liberté d'entreprendre, de penser, de rêver.

## PREMIERE PARTIE : LE POIDS DE L'HISTOIRE

### **1.1 L'Indonésie dans l'histoire**

Il y a eu, depuis XIX<sup>e</sup> siècle, de multiples façons de concevoir et de périodiser l'histoire de l'archipel insulindien. Pendant longtemps, les Hollandais qui ont été les premiers à étudier de façon un peu systématique l'histoire de « leurs » Indes et plus particulièrement le passé indo-javanais, se sont accordés pour mettre en exergue deux temps forts, succédant aux temps obscurs de la préhistoire.

La premier était celui de l'indianisation, sorte de première « colonisation » (on s'est rendu compte depuis que le terme était très impropre), apportant avec elle, à partir du V<sup>e</sup> siècle de notre ère, le meilleur de la culture indienne c'est-à-dire l'usage du sanskrit, l'écriture syllabique, ainsi que les grandes religions que sont le bouddhisme et l'hindouisme. Ainsi naissaient à Java, à Bali, comme en quelques autres points de la partie occidentale de l'archipel, divers États dits « indianisés » qui étaient à l'origine des premières grandes réalisations artistiques, tels le temple bouddhique de Borobudur ou celui, hindouiste, de Prambanan, à Java central. Puis, après une période relativement obscure où l'influence de l'Inde avait tendance à s'estomper, venait une seconde période d'apogée, marquée par l'arrivée des Européens et surtout par celle des Hollandais eux-mêmes (débarqués pour la première fois à Java en 1596). Cette seconde grande période d'expansion (« aryenne ») comme la première, notons-le discrètement au passage, voyait l'introduction de tous les bienfaits de l'Occident, en particulier ceux de techniques d'encadrement efficace, et aboutissait pour finir à la constitution des « Indes Néerlandais »

Inutile de dire que cette vision des choses, qui historiquement garde, bien sûr, tout son intérêt, a été totalement abandonnée dès que les Indonésiens ont affirmé leur indépendance au lendemain même de la Seconde Guerre mondiale.

La deuxième périodisation est, elle aussi, fort intéressante dans la mesure où elle traduit les vues des nationalistes Indonésiens. On la trouve exprimée dans les premiers manuels d'histoire rédigés dès avant la guerre du Pacifique par des auteurs comme Sanusi Pane et largement diffusés après 1945, afin de renverser la perspective coloniale et de rendre confiance dans le passé national. Ces manuels distinguent en général trois moments : avant, pendant et après la présence hollandaise. Ils se plaisent à évoquer tout d'abord la grandeur des royaumes indo-javanais et tout spécialement celle de Majapahit, ville de Java Est qui semble bien avoir exercé, au XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècle, un certain contrôle sur l'ensemble

de l'archipel. Puis viennent les jours sombres de l'oppression coloniale, qui ne peuvent avoir été que négatifs puisque toutes les activités se trouvaient alors téléguidées par la métropole; et de raconter ici comment les Hollandais arrachaient les girofliers dans les Moluques, afin de maintenir le prix sur le marché mondial, ce qui est de reste parfaitement vrai et avait été pratiqué avant eux par le Sultan d'Aceh, pour les plantations de poivre ...; ou encore de dire l'horreur des corvées imposées lors de la construction de la grande route postale, tracée par le Gouverneur Daendels en 1808-1811 (et qui fut de toute évidence à l'origine de l'essor économique de l'île ...).

Cette historiographie simplifiée s'est en gros maintenue jusqu'à la fin de la période Soekarno (1965). Elle a, après cette date, laissé place à une vision beaucoup plus nuancée, tenant compte à la fois des études conduites localement, et notamment de très sérieuses études régionales, ainsi que des recherches menées à l'étranger en des lieux très divers, aux États-Unis comme en Australie, au Japon comme en Europe.

Deux grandes nouveautés sont à signaler. La première est une certaine réhabilitation de la période coloniale; entre l'époque indo-javanise et l'essor contemporain, on insiste désormais plus volontiers sur le rôle des apports occidentaux : cartographie, chemin de fer, télégraphie, téléphone, relations aériennes..., qui seuls ont, en fait, permis l'homogénéisation véritable de l'espace Indonésien d'aujourd'hui. On étudie de même plus volontiers des élites qui ont su s'occidentaliser plus vite que les autres (celles-là même que l'on accusait naguère de collaboration ...).

La seconde, plus significative encore, est la découverte de la période musulmane qui avait été jusqu'alors occultée ou tout au moins très insuffisamment étudiée. On commence à se rendre compte qu'entre le relatif déclin des royaumes indo-javanais et l'arrivée des Hollandais, il y a eu, en fait, un moment crucial, marqué par l'arrivée de l'Islam et par l'apparition de villes marchandes, de « Sultanat », différents de sultanat Mongol ou Ottoman, et assez proches, en réalité, des cités que nous avons pu connaître en Occident, à la fin de notre Moyen Âge, à Venise, à Gênes ou dans les Flandres.

On peut ici en citer plusieurs : Aceh au Nord de Sumatra, Banten à l'Ouest de Java, et, en peu plus tard, Banjarmasin, à Kalimantan, ou encore à Makassar, à Célèbes. En favorisant d'une façon générale l'expansion d'une même idéologie, l'Islam, et celle d'une même langue, le malais, ce réseau de villes marchandes, fondé sur le développement d'une économie monétaire, a grandement facilité l'unification de l'espace archi pélagique qui deviendra au XX<sup>e</sup> siècle celui de l'Indonésie. Le chevalier Pigafetta, officier de la flotte de

Magellan qui arrive dans les Moluques en 1521 (en venant du Pacifique) note un premier vocabulaire qui se révèle être malais : preuve que l'unité linguistique de l'archipel était en marche dès cette époque.

Coexistent ainsi en Insulinde deux modèles politiques sensiblement différents : celui de l'État agraire de type indo-javanais (ou angkorien ... ), dans lequel la société est fortement hiérarchisée et l'ordre aux moins d'une classe mandarinale, chargée d'organiser et de redistribuer la production rizicole, et celui de la cité-marchande, beaucoup plus cosmopolite, ouvert aux vents du large, et tourné vers le trafic des épices et des produits de la forêt. Si, dans un cas, le souverain est l'axe du monde et le garant de l'harmonie entre la société humaine qu'il dirige et l'ordre naturel qu'il invoque, dans l'autre il s'agit en quelque sorte d'un premier magistrat choisi par ses pairs, souvent du principal marchand qui s'implique dans tous les commerces importants.

Très vite, les Indiens mais aussi les Arabes et les Chinois, vont venir dans l'archipel quérir les produits de la forêt, une forêt qui couvre alors l'essentiel des terres émergées et que seules trouent, çà et là, des modestes clairières où les premiers États agraires sont en train de se constituer. Ces étrangers viennent y chercher les résines nécessaires au calfatage des bateaux, certains parfums comme le benjoin, certains bois précieux comme le santal, l'ivoire, la nacre et surtout toute une pharmacopée éminemment recherchée à l'ouest comme au nord : le camphre (à Barus et à Bornéo), les cornes de rhinocéros, etc.

Ces produits de la forêt, contre lesquels les Chinois échangent des céramiques, du cuivre et du fer, et les Indiens des cotonnades, vont permettre d'amorcer une transition avec l'époque suivante qui est celle des épices. Cette nouvelle ère qui s'annonce à partir du XIV<sup>e</sup> - XV<sup>e</sup> siècle, se caractérise par deux grandes innovations.

La première est l'apparition de la plantation, une institution que les Européens illustreront à leur façon un peu plus tard, mais qui n'est pas leur invention. Lorsque les premiers Portugais, Français et Hollandais arriveront dans la région à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, tous décriront les importantes plantations de poivre, à Java Ouest ou sur la côte ouest de Sumatra, et décriront cette culture d'un type nouveau (inspirée de l'Inde du Sud ?), qui remplace avantageusement la cueillette et vise à produire de façon massive un produit exportable vers la Chine, comme vers le Moyen-Orient et l'Europe. La première expédition française commandée par les frères Parmentier, de Dieppe, arrive à hauteur de Tiku (près de Padang, à Sumatra- ouest) en 1529 et cherche à se charger en poivre ...

La seconde innovation, à peu près contemporaine, de la première, est l'ouverture de la route de l'est. Jusqu'alors, les échanges d'Inde en Chine s'effectuaient surtout par cabotage, depuis le détroit de Malacca, le long de la côte de l'actuel Vietnam, c'est-à-dire le long de la rive occidentale de la Mer de Chine du Sud, ou pour mieux dire, de la « Méditerranée sud-est asiatique ». Mais à partir du XIV<sup>e</sup> siècle, de nombreux échanges entre la Chine et l'Asie du sud-est vont désormais s'effectuer par le relais des îles qui deviendront « les Philippines ». A Luçon, comme à Mindoro et Mindanao, les archéologues ont repéré toute une série de sites jalonnés par des céramiques chinoises qui conduisent, en fait, des ports de la Chine du Sud jusqu'aux Moluques, archipel privilégié, où la muscade et le clou de girofle vont bientôt attirer les marchands du monde entier.

C'est le moment où les noms de nouveaux havres apparaissent sur les cartes : Manille, qui sera un temps musulmane avant que les Espagnoles ne s'y établissent, Brunei qui est toujours le siège d'un important Sultanat (et qui donnera son nom à l'île de « Bornéo »), Ternate, Amboine. L'enjeu est tel que toutes les grandes puissances de l'Europe vont s'y affronter du XVI<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle : Espagnoles contre Portugais, Anglais contre Hollandais. Les Hollandais seront pour finir les vainqueurs, qui parviendront à contrôler, et le commerce du poivre (à partir de Batavia où ils se fortifient en 1619), et celui de la muscade et du girofle (à partir d'Amboine où ils s'installent vers la même époque). Vers 1665 enfin, ils triomphent de Makassar (situé à mi-chemin) et sont à même de contrôler l'ensemble du commerce régional.

Au XVII<sup>e</sup> siècle cependant, les épices perdent peu à peu de leur attrait et une nouvelle phase commence qui va être celle des cultures tropicales. Elle s'amorce vers 1760 avec l'apparition des premières plantations de café à Java, et se précise au lendemain de guerres napoléoniennes, dès les Hollandais, chassés un temps par les Anglais (de 1811 à 1815), ont obtenu, au Traité de Vienne, de récupérer leurs possessions insulindiennes. Il ne s'agit plus alors simplement de commerce, mais de « mise en valeur » et les autorités coloniales mettent en place à Java d'abord, puis en d'autres points des Indes néerlandaises, dans le nord-est de Sumatra notamment (dans l'arrière-pays de Medan qui sera connu sous le nom de Oosteust, « Côte Est »), tout un système de plantations visant à produire d'abord du café et de l'indigo, puis du sucre de canne, de la quinine et du tabac et plus tard (à partir du début du XX<sup>e</sup> siècle), du caoutchouc et de l'huile de palme.

Cette politique à grande échelle, poursuivie avec des intensités variables jusqu'en 1942, marque en profondeur l'économie comme la société. Elle stimule l'émergence d'une élite locale, en partie d'origine chinoise, de plus en plus intéressée aux affaires, en même temps qu'elle crée important prolétariat agraire et stimule une forte immigration de travailleurs, venus de Canton comme du Fujian. Beaucoup de problèmes qui se poseront à l'Indonésie indépendante ont bien évidemment leur racines dans cette longue période, essentiellement marquée par la primauté des cultures dirigées.

Enfin, après l'or, les épices et les produits de plantation, l'Indonésie va être à nouveau chanceuse. Le pétrole, connu localement depuis longtemps et utilisé ponctuellement pour le radoub des vaisseaux ou l'éclairage, va prendre dans le monde l'importance primordiale que l'on sait.. Il est capté pour la première fois à Java en 1871, puis un peu plus tard dans le nord Sumatra en 1884. La production devient industrielle au début du XX<sup>e</sup> siècle, et ne cesse plus désormais de prévaloir. C'est essentiellement en raison du pétrole, nécessaire à leur armée et à leur flotte, que les Japonais envahissent l'archipel en 1942; en raison surtout du pétrole que les Hollandais chercheront à le reconquérir en 1945; grâce au pétrole enfin, que l'économie du pays finira par « décoller » à partir des années 1970.

L'énumération de tous ces produits essentiels qui, l'un après l'autre, ont profondément marqué l'histoire de l'Indonésie, montre assez qu'il ne s'agit pas là d'îles lointaines et quelque peu mystérieuses, mais bien d'une région clef, presque toujours située au cœur même des enjeux planétaires.

## 1.2 Bref rappel historique

### 1.2.1 L'indépendance (1945 - 1949)

Le 17 août 1945, les troupes Japonaises encore présentes sur le sol Indonésien assistent, dans une relative indifférence, à une proclamation de l'indépendance de l'Indonésie par des chefs Indonésiens M.Soekarno et M.Moh.Hatta.

L'ancienne métropole ne reconnaît d'ailleurs pas cette déclaration unilatérale et dépêche un corps expéditionnaire qui comptera jusqu'à 100.000 hommes.

S'ensuit une lutte de quatre ans et demi, ponctuée de divers cessez-le feu (le 20 juillet 1947, le 31 décembre 1948), la guérilla et les « opérations de police »

faisant plus de 100.000 morts côté Indonésien et plusieurs milliers de morts côté Hollandais.

L'ancienne puissance coloniale tente de créer dans plusieurs provinces des États indépendants : l'état de Sumatra Oriental, l'État de Madura, l'État de Java Ouest, appelé Pasundan, puis un État de Sumatra Sud, et de Java Est, jusqu'à former, en mars 1948, une confédération des quinze États indépendants appelée les États-Unis d'Indonésie ».

Malgré tout, les forces républicaines Indonésiennes s'acquièrent la sympathie des États-Unis en n'hésitant pas à réprimer avec vigueur en septembre et octobre 1948 une rébellion communiste à Madiun qui fit 8.000 tués.

Dès lors, les États-Unis, rassurés, sont de moins en moins en faveur d'un retour de l'ancienne puissance coloniale dans la région et menacent les Pays-Bas d'une suspension du plan Marshall. La Hollande doit enfin se résigner à mettre un terme à quatre siècles de domination sur l'Indonésie. La paix est signée à la Haye et les Pays-Bas reconnaissent finalement l'indépendance de l'Indonésie le 27 décembre 1949.

Le pays est exsangue, des mouvements sécessionnistes se prolongent dans diverses provinces, surtout à l'est de Sumatra, et dans les Moluques où de nombreux chrétiens pro-hollandais (supplétifs de l'armée des Indes) redoutaient une victoire des musulmans javanais majoritaires. La Nouvelle-Guinée occidentale reste provisoirement sous administration hollandaise. Cette consolidation de l'unité nationale mettait momentanément fin à quatre idées ou tentations politiques : la République islamique, la dictature communiste, l'État fédéral et l'administration coloniale.

Les Indonésiens allaient désormais se retrouver entre eux, à la fois pour résorber les tentations séparatistes (la République des Moluques, proclamée le 25 avril 1950, est anéantie en novembre) et, pour des confrontations nouvelles, sous l'égide d'un exceptionnel agitateur de foules, le président Soekarno. Deux périodes vont dominer cette nouvelle époque troublée.

### 1.2.2. La période démocratique (1950 - 1957)

Cette période reste à ce jour sur le plan politique la plus libre de toute l'histoire de l'Indonésie. Les élites politiques Indonésiennes éduquées en Hollande sont encore largement influencées par la démocratie parlementaire de l'ancienne métropole. Pourtant, ce système apparaît rapidement artificiel, coupé des réalités politiques et sociales dans un monde encore peu éduqué qui, dans une immense majorité, est plus habitué à une attitude autoritaire du gouvernement plus qu'aux jeux subtils du multipartisme et du parlementarisme. Les politiciens passent une grande partie de leur temps à animer, au sein d'une douzaine de partis différents, des débats doctrinaux sans rapport avec l'urgence des problèmes du moment. C'est l'époque de la fameuse conférence de Bandung, en avril 1955.

### 1.2.3 La période de la démocratie dirigée (1957 - 1965)

Le président Soekarno, avec l'appui du général Nasution, lance le concept de « démocratie dirigée », qui est présente comme un rejet de la démocratie parlementaire de style occidental et aboutit au démantèlement des partis politiques, en faveur d'un organisme consultatif unique, le Conseil National où les délibérations ne se concluent pas par un vote majoritaire, mais par des compromis négociés, en référence à une tradition Indonésienne appelée le « musyawarah - mufakat ».

Ces délibérations ont, en outre, pour effet de ne pas écraser les minorités religieuses chrétiennes assurées d'être dominées par les musulmans dans tout vote à la majorité simple. Le Conseil National étant par définition « consultatif », les décisions sont de toute façon prises ailleurs.

Les membres des partis sont à la fois noyés dans une Assemblée où sont représentées les tendances les plus diverses, et regroupés selon un partage hétéroclite ne faisant plus référence aux idées et aux programmes politiques des partis : associations corporatives (ouvriers, paysans, intellectuels, entrepreneurs), groupes religieux (musulmans, protestants, catholiques, hindouistes), femmes, jeunesse, anciens combattants de 1945, représentants régionaux, ministres, chefs d'état-major, etc. La paralysie est quasi totale, mais une apparence de démocratie est préservée. L'idée fera son chemin ...

Restent deux forces non associées aux décisions gouvernementales du moment, l'armée et le Parti communiste (PKI). Ces deux composants de la vie politique du pays continueront à consolider sur le terrain et hors des assemblées leurs forces respectives en vue d'un règlement de compte mortel qui finira par déstabiliser le régime. Le Parti communiste Indonésien en viendra à compter en mars 1965 plus de 3 millions de membres, auxquels s'ajoutent 8,5 millions de paysans (BTI), 2 millions de jeunes (PR), 3,5 millions de syndiqués (SOBSI), soit des effectifs d'ordre de 17 millions de militants et membres affiliés.

Sans revenir en détail sur l'organisation du coup d'État du 30 septembre 1965, qui conduira dans un premier temps au massacre de plusieurs officiers supérieurs de l'Armée Indonésienne, puis pendant les trois mois suivants, à une violente élimination de quelque 500.000 membres, sympathisants ou assimilés du Parti communiste, enfin, à l'arrestation de quelques dizaines de milliers d'autres, retenons qu'il émergera de cette période troublée un pouvoir militaire dominé par le général Soeharto, rescapé miraculeux d'une double épuration.

#### 1.2.4 L'Ordre Nouveau (1965 – 1998)

C'est ainsi que se qualifiait le régime de Suharto, qui s'est progressivement entre 1965 et 1968 substituée à la « démocratie dirigée » de Sukarno, l'ordre ancien.

Il y avait quelques événements à cette période comme suit :

- 1966 Grandes manifestations d'étudiants à Jakarta, le 11 mars Soekarno donne les pleins pouvoirs à Soeharto pour le rétablissement de l'ordre. L'interdiction du parti Communiste indonésien. Fin de la confrontation avec la Malaisie. Gel des relations avec la Chine.
- 1967 Fondation de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) avec la Thaïlande, la Malaisie, les Philippines et Singapour. Une loi ouvre l'Indonésie aux investissements étrangers.
- 1968 Soeharto est élu président de la République par l'Assemblée consultative du Peuple provisoire.
- 1971 Première élections législatives sous le régime Suharto.

- 1974 Première grandes manifestations étudiants contre la corruption et l'autoritarismes du régime et contre les investissements japonais.
- 1975 Annexion sanglante du Timor-Oriental que les Portugais avaient abandonné après la révolution de Œillet de 1974.
- 1978 Manifestation étudiants suivies de mesures de restrictions des libertés politiques sur les campus universitaires.
- 1984 Emeutes au port de Tanjung Priok à Jakarta qui font de 30 à 100 morts selon les sources. L'Armée tire sur des manifestants musulmans marchant vers un poste de Police pour y libérer quatre personnes impliquées dans une rixe devant une mosquée.
- 1985 Loi sur le « principe unique » imposant l'idéologie pluraliste du Pancasila à tous les partis politiques et organisations socio-religieuses. L'autosuffisance en riz est attendue.
- 1993 Suharto est réélu pour cinq ans . Le gouvernement nommé par le président Suharto après les élections de 1992 est presque exclusivement musulman, mais le système se maintient.

#### 1.2.5 Montée des profondeurs, la révolte de mai 1998

Le mai indonésien a fasciné les observateurs. Il fallait bien que la situation critique se dénoue, le général Soeharto devait finir par partir, il était inéluctable que quelque chose devait se passer après tant d'immobilisme et dans une conjoncture socio-économique aussi grave. Mais le moment venu, tout le monde a été pris de court par des événements qui, dans une logique implacable, ont conduit à la fin de l'Ordre nouveau.

Le drame de la succession qui s'est joué en mai de façon concise et nette, après des années de temporisation circonspecte, a revêtu plusieurs aspects. D'abord, la formidable relativité du pouvoir a été mise à nu, dans le conflit inédit entre Soeharto et le reste de l'Indonésie qui lui retirait sa confiance, après l'avoir longtemps toléré, sinon vénéré. Une fois de plus, on a pu vérifier que le pouvoir repose certes sur la peur qu'il inspire, mais aussi sur la reconnaissance qui lui est accordée.

Ensuite, la transition longtemps attendue et redoutée a fini par avoir lieu, mais elle ne s'est pas déroulée selon le scénario prévu, avec une tension et une

intensité dramatique qui ont failli déboucher sur le gouffre. Les coups de théâtre se sont multipliés, mais le dénouement de la succession a donné le premier poste de l'État à celui qui pouvait légitimement y prétendre, à savoir le Vice-président Habibie. Tout ce que l'on craignait le plus est arrivé, comme dans un film au ralenti, mais sans que jamais la catastrophe finale se produise. Le pire a été évité.

Enfin, a prédominé l'impression d'un vaste théâtre d'ombres, où ce qui était visible n'est pas nécessairement le réel. Vaste chambre d'écho, la presse internationale a mis en scène l'affaire, en pointant ses projecteurs sur Jakarta, mais elle n'a pas véritablement éclairci l'événement, dont elle était loin de percevoir toutes les dimensions. Elle a produit du son et des images, a mené sa propre promotion, mais a peu contribué à la compréhension de ce qui se passait. Pourtant, elle est intervenue dans le jeu politique Indonésien en mondialisant la passation du pouvoir et en prenant parti pour les étudiants contre le « dictateur » Soeharto, et pour ce qu'elle pensait être les prémices de la démocratie.

Il faut dire à la décharge de la presse que le spectacle n'était pas transparent, et que les rebondissements et les protagonistes étaient nombreux. Les principaux rôles étaient tenus par les étudiants, des éléments des classes moyennes, le prolétariat urbain, et les militaires. Quant à l'intrigue, elle peut se réduire à quelques moments forts, qui ont bouleversé la société Indonésienne.

Depuis le début de l'année, les étudiants protestaient sur leurs campus contre la réélection de Soeharto et la crise économique. Lorsqu'à la fin avril et sous la pression du FMI le général augmente le prix du carburant et de l'électricité, les étudiants manifestent dans les rues avec sympathie des classes moyennes. Le 12 mai, six d'entre eux sont tués par les forces de l'ordre à Trisakti, Université protestante aux nombreux étudiants chinois.

Le 14 mai, Jakarta est mis à sac par des casseurs montés des faubourgs. Les scènes de fureur et de pillage prennent une allure de revanche sociale, et provoquent 1.200 morts, au cours de ce que la presse occidentale appelle un « amok » collectif. Le lendemain, Soeharto rentre précipitamment du Caire dans un pays au bord de l'anarchie : il avait espéré montrer par son absence qu'il était au-dessus de la mêlée et que lui seul pouvait rétablir la situation. Le même jour, les Américains signalent leur défiance en évacuant leurs ressortissants.

Le 18 mai, Harmoko, président du Parlement et ancien fidèle de Soeharto, demande la démission du chef de l'État. Le général Wiranto, commandant des forces armées, s'oppose à cette initiative qu'il juge inconstitutionnelle. Le 19, alors que se multiplient les appels demandant sa démission, Soeharto annonce des réformes et de nouvelles élections. Dans le but de démobiliser les étudiants qui s'apprêtent à participer à une manifestation géante le lendemain, il fait savoir qu'il ne se représentera pas à la présidence.

Amin Rais, leader de la Muhammadiyah et opposant le plus déterminé à Soeharto, a en effet appelé à manifester le 20 mai, jour anniversaire du réveil national de 1908. Tout le monde redoute que le choc entre les manifestants et les militaires qui quadrillent Jakarta provoquent un bain de sang. Mais avec un grand sens de la retenue et fort des assurances qu'il semble avoir eues de la prochaine démission de Soeharto, Rais annule la manifestation.

Alors que les étudiants occupent le Parlement avec le consentement implicite du général Wiranto, Harmoko lance un second ultimatum, sommant Soeharto de quitter le pouvoir. Les généraux exercent une pression dans le même sens, tandis que le vice-président Habibie apporte la démission de la moitié du gouvernement. Le 21 mai au matin, Soeharto annonce son départ et cède la place à Habibie, conformément à l'article 8 de la Constitution.

Le sens profond de ces événements reste à établir. Il est clair que la crise socio-économique a mobilisé une grande partie de la population contre Soeharto à partir de la fin avril 1998. Les étudiants libéraux qui jusque-là peu représentatifs, se sont trouvés tout d'un coup en phase avec la vox populi, qu'ils ont exprimée. L'opinion s'est brusquement retournée contre le général-président. S'agissait-il d'un refus de l'autoritarisme, ou plutôt d'un soulèvement contre le népotisme et la corruption ? Tolérés du temps de la prospérité, ces deux maux devenaient inacceptables en période de pénurie et de disette. La dégradation brutale des conditions de vie explique dans une large mesure le dénouement inattendu du mois de mai.

### 1.2.6 Le mouvement des réformes et le retour du politique

Le sentiment d'avoir échappé de peu à un cataclysme social a stimulé un mouvement dit de « reformasi » qui est porté par plusieurs facteurs. Tout d'abord, le départ de Soeharto a provoqué un printemps politique et mis fin aux longues années de dépolitisation imposées par l'ancien régime. Jusque-là minoritaires ou souterrains, les partisans de la démocratisation sont apparus au grand jour et ont formulé les aspirations libérales des classes moyennes. Ensuite, le président Habibie a soutenu le mouvement, à la fois pour se démarquer de son prédécesseur et acquérir une nouvelle légitimité. Il lui fallait aussi donner des gages de « bonne gouvernance » au FMI pour obtenir les financements. Enfin, la démocratisation devait faciliter l'acceptation de l'austérité imposée par le FMI. C'est ainsi que le « gouvernement de réforme du développement » a engagé de nombreuses mesures de libéralisation en matière électorale et de création de partis mais le parti communiste reste interdit. Les libertés de la presse et les droits syndicaux ont été garantis.

En quelques mois, le paysage politique a complètement changé, avec la naissance d'environ soixante-dix partis de toutes tailles et de toutes tendances. Leurs dirigeants sont des notables de l'ancien régime et des généraux, ou des « hommes nouveaux », universitaires, avocats, activistes des ONG et syndicalistes. Quatre partis dominent le lot : le Parti du Réveil National (PKB, proche de la Nahdatul Ulama de Abdurrahman Wahid), le Parti Démocratique Indonésien (dirigé par Megawati Soekarnoputri, la fille de Soekarno), le Golkar (qui soutient le président Habibie), et le Parti du Mandat National (dirigé par Amin Rais).

A ce remue-ménage politique, un désir d'épuration morale et de transparence travaille de nombreux secteurs de la société. Cela va de la lutte contre le népotisme à la demande de mise en jugement des Soeharto, en passant par une révision des manuels d'histoire commandée par le ministre de l'éducation et de la culture. De multiples commissions d'enquête sont créées pour rechercher la vérité sur des affaires douteuses, dont les atteintes aux Droits de l'homme. Dans les provinces et les départements, une campagne est menée contre les « petits Soeharto ». Plus généralement, une exigence d'autonomie à la base a été éveillée par nouveau climat politique, avec une contestation de l'autorité en général et des

exécutifs en particulier. On veut rééquilibrer les pouvoirs en faveur des institutions représentatives et limiter le nombre des mandats présidentiels.

### 1.2.7 Une société désemparée : les nouvelles contradictions

Mais toute cette fermentation intervient dans un contexte social et économique désastreux, au point que l'idée démocratique est dévaluée par la conjoncture : l'âge des réformes est assimilé à l'ère de la pénurie. Une critique se développe contre les libertés qui ne sont que formelles? Que signifie la liberté de parole lorsque menace la famine ? Le nombre, jugé excessif, des partis, le fait qu'ils n'aient pas de programmes - la chute de Soeharto a pris tout le monde au dépourvu - suscite le désarroi de l'opinion, dont la culture politique est de toute façon très restreinte.

Mais le plus grave est le fossé qui reste immense entre les élites et le peuple occupé à survivre. Un conflit latent oppose les sections de la classe moyenne qui souhaitent l'ouverture politique aux couches populaires qui sont plus proches de la révolution sociale et qui se livre à des actions jugées dangereuses : saisie de terres, occupation de propriétés des riches, émeutes de la faim. La violence populaire qui prend des formes millénaristes déstabilise l'establishment qui s'inquiète de la désintégration de l'autorité. L'aggravation de la crise économique durcit l'attitude de prolétariat et freine l'élan démocratique de la classe moyenne. Quant aux élites de l'ancien régime, elles se sont séparées des Soeharto, mais elles sont restées en place et s'efforcent de préserver leurs prérogatives.

Du fait de la récession, les conditions sont loin d'être réunies pour l'émergence d'une société civile et d'une « démocratie de marché » selon le modèle promu par les Etats-unis et les néo-libéraux indonésiens. La pauvreté revient comme un grave défi social alors qu'elle avait été marginalisée. La paupérisation des masses (40% des pauvres à la fin 1998, contre 11% précédemment) est brutale, et parallèle à l'effondrement de la rupiah. Ce recul général touche les classes moyennes qui sont diminuées en nombre et en influence, tandis que leurs aspirations deviennent ambivalents : elles souhaitent plus d'ouverture, certes, mais aussi et surtout la stabilité et la prospérité.

Des doutes sont exprimés sur l'efficacité du système démocratique. Certains se souviennent des années 1950, lorsque prévalait un système parlementaire.

L'instabilité gouvernementale, la corruption et l'incurie avaient alors fait de ravages. D'autres, en revanche, décèlent déjà la montée d'une nostalgie à l'égard de l'Ordre nouveau qui avait assuré la prospérité, la sécurité et la stabilité. Les besoins de base étaient assurés pour l'ensemble de la population. Enfin, l'opinion musulmane se demande quel rôle lui est assigné dans la nouvelle configuration sociale.

## DEUXIEME PARTIE : POLITIQUE ACTUELLE DE L'INDONESIE.

### 2.1 Politique générale

S'il n'est pas très ancien - il date de 1945 - l'Etat-nation Indonésien n'est pas pour autant un fait politique absolument nouveau. Certes, cette réforme d'organisation politique reprend largement le modèle européen, mais elle intervient après une succession de types de pouvoir qui, bien que révolus, continuent de l'inspirer.

#### 2.1.1 Les expériences antérieures

Avant la colonisation, l'archipel a été unifié à plusieurs reprises par des structures politiques qui étaient généralement centrées à Java. L'empire hindhouisé de Majapahait évoqué par le long poème du Negarakertagama de 1365, l'empire musulman de Mataram établi au XVIII<sup>e</sup> siècle, ont constitué les dernières versions précoloniales de pouvoir javanais à prétention archipélagique. Le pouvoir était exercé de façon autocratique par des « dieux-rois » («dewa- raja») ou représentants de dieux sur terre, situés au coeur de système féodal. Les souverains avaient pour coutume d'extraire un tribut des populations sur lesquelles ils régnaient. Ils supervisaient de près l'activité religieuse et commerciale et contrôlaient les ports et les rizières., dont les revenus devaient financer leur grandeur ou leur train de vie.

Les colonisateurs néerlandais se sont coulés dans le moule local, adoptant bien des pratiques politiques des Rajas et des Sultans. Ils ont certes introduit les institutions politiques occidentales (gouvernement, administration) qui sont encore en place à l'heure actuelle. Mais si la coquille est européenne (découpage des fonctions et système administratif, droit public), la pratique est souvent différente, fondée sur des solidarités primordiales et des hiérarchies bien Indonésiennes.

Après une période d'exploitation très dure, les Néerlandais au début de XX<sup>e</sup> siècle, consentent un effort éducatif en faveur de la population locale qui contribue à l'apparition d'une classe de dirigeants indigènes. Réunis dans le cercle « Boedi Oetomo » (« noble effort »), ceux-ci en 1908 lancent à Java le mouvement national, point de départ d'une contestation qui aboutit à la proclamation de l'indépendance en 1945. Soekarno a été l'un des principaux animateurs de la lutte nationalistes.

Le processus a été accéléré par l'occupation Japonaise (1942 - 1945) qui a sapé le prestige hollandais. Lorsqu'ils tentent de reprendre pied dans l'archipel, les anciens colonisateurs se heurtent aux indépendantistes républicains. Au terme d'un conflit de près de quatre ans, appelé « Révolution physique », ils doivent céder et reconnaître la République d'Indonésie en 1949.

### 2.1.2 Le nationalisme

Un des plus puissants ciments unitaires face à la diversité Indonésiennes et au monde extérieur est le nationalisme. Celui-ci s'est constitué en réaction au colonialisme néerlandais et a puisé son inspiration dans les souvenirs de l'histoire précoloniale de l'archipel. La lutte pour l'indépendance a forgé une solidarité nationale entre les différents peuples de l'archipel qui est inscrite dans la devise du pays : « Bhinneka Tunggal Ika » (unité dans la diversité). Le pacte de la jeunesse de 1928, mais aussi et surtout les épreuves partagées entre 1945 et 1949, la lutte pour la défense de l'unité nationale dans les années 1950, la participation au Mouvement des Non-alignés ont consolidé le sentiment national, qui est très vigoureux à l'heure actuelle. Dans la version contemporaine, on peut distinguer deux versions du nationalisme Indonésien, certes différentes mais non exclusives. Ces deux aspects sont illustrés par les vues des deux premiers présidents de la République, Soekarno et Soeharto.

Large et généreuse, la vision Soekarnienne continue sans aucun doute de marquer les esprits. Il s'agit d'un nationalisme accueillant, fondé sur "le désir d'être ensemble " de Renan, cité en français dans ses discours par Soekarno. Dans ce cas, le nationalisme relève d'une volonté d'appartenir à l'Indonésie, dont tous les peuples, y compris les Chinois ou les Métis européens, sont conviés à s'insérer dans la patrie commune et multiculturelle.

A cette vision prodigue du père de la nation Indonésienne, s'oppose une conception plus restrictive, véhiculée sous l'Ordre nouveau qui a succédé à Soekarno. Le régime du général Soeharto a opéré un recentrage sur les valeurs nationales plus exclusives et fondées sur le centralisme javanais.

La notion d'un nationalisme axé sur l'esprit communautaire (la nation est une grande famille) a été réactivée, avec ses conséquences « intégralistes » : la nation devient un ensemble indissociable, certes composée de diverses cultures ou groupes ethniques, mais conçue comme un tout. Les idéologies jugées trop allogènes, comme le communisme par exemple, ont été impitoyablement expurgées de la culture nationale. Ces deux variantes du nationalisme se sont succédé dans le temps mais coexistent aujourd'hui, malgré leur caractère opposé, dans la plupart des esprits, à quelques nuances près. A la fin des années 1990, le nationalisme de type Soekarnoïste s'est réaffirmé, avec la volonté d'exister au monde tout en marquant la différence Indonésienne. Les cérémonies Soehartoïstes du cinquantième anniversaire de la République en 1995 tout comme la montée nostalgique du culte à Soekarno ont bien marqué cette résurgence.

Mais le néo-nationalisme Indonésien s'ajuste difficilement à la nouvelle donne qui prévaut après la guerre froide. Alors que la période de la lutte nationale pour l'indépendance semble révolue, il faut maintenant gérer l'ouverture obligée à la région asiatique et surtout au monde. De nouvelles mobilisations s'imposent pour défendre l'intégrité de la République, menacée par la globalisation économique et culturelle, qui interpelle et déstabilise le pays.

### 2.1.3 L'État Pancasila

Traduction institutionnelle du nationalisme, l'État Indonésien est indissociable de l'idéologie nationale qui l'inspire et dont il est le promoteur. Du reste, le nationalisme figure parmi les cinq principes ou Pancasila, qui définissent la République d'Indonésie. Énoncés par Soekarno le 1er juin 1945, ces principes fondateurs de l'État figurent dans la Constitution. Ils se déclinent de façon très simple et sont un résumé de ce qu'est ou veut être l'Etat-nation Indonésien :

- La croyance en un Dieu unique,
- L'humanité juste et civilisée
- L'unité de l'Indonésie

- La démocratie conduite avec sagesse, dans la concertation et la représentation
- Justice sociale pour tout le peuple Indonésien.

On a signalé au chapitre 3 le rôle du premier principe comme compromis religieux entre l'islam et les autres religions. Les Pancasila établissent ainsi un État défini par cinq qualificatifs : séculaire, humaniste, unitaire, démocratique (mais non libéral), et soucieux de justice sociale. En tant qu'idéaux plutôt que reflets de la situation réelle, les cinq principes animent formellement une religion civile. Ils figurent fort officiellement dans les armoiries de la République à côté de l'aigle Garuda, emblème national. Ils font l'objet de rites, de célébrations, de discours, d'études. Ils sont diffusés dans les écoles et enseignés dans des stages obligatoires pour les fonctionnaires. Le président de la République est le gardien et le garant de cette idéologie d'État.

Par-delà leur dimension rituelle, ces principes ont des conséquences sur le fond et la pratique politiques. Ils facilitent la paix religieuse, et contribuent à gérer la coexistence interethnique par le système du consensus. La démocratie consensuelle des Pancasila prétend se distinguer de la démocratie libérale en arguant du fait que l'archipel culturellement complexe ne peut fonctionner sur le mode d'un gouvernement à la majorité simple. Les minorités sont si nombreuses et parfois centrifuges que, pour les retenir dans la République, il faut leur ménager une place garantie par un mode de prise de décision à l'unanimité. Ce système appliqué tant par Soekarno que par Soeharto a laissé peu de place à l'expression publique de la dissidence, puisqu'il fallait rallier, bon gré mal gré, toutes les opinions au point de vue dominant, celui du chef de l'État.

La République des Pancasila a ainsi légitimé l'autoritarisme politique des deux premiers présidents, dont la culture personnelle était certes peu libérale. L'autoritarisme est aussi le produit du système social, qui investit les dirigeants d'un pouvoir considérable et secret des leaders capables de remplir ces attentes. Enfin, il est renforcé par une Constitution de type présidentiel qui confère des vastes pouvoirs à un exécutif tout puissant, au détriment d'institutions représentatives faibles. Après mai 1998, une tendance visait à renforcer les pouvoirs du Parlement pour rééquilibrer et redynamiser l'État Pancasila.

#### 2.1.4 Les serviteurs de l'État

Compte tenu de la puissance de l'exécutif et d'un sens hiérarchique très ancré dans les esprits, les fonctionnaires exercent un rôle particulièrement déterminant dans le fonctionnement de la République. Ils traduisent dans les faits l'unité de l'archipel, puisqu'ils gèrent le pays du centre, à Jakarta, et occupent des postes jusque dans ses limites les plus reculées. Ils sont recrutés dans toutes les ethnies, même si les Javanais font masse et sont surreprésentés. Leur nombre paraît élevé - quelque quatre millions de fonctionnaires, mais à l'échelle d'une population de plus de deux cents millions, cette proportion est faible, comparée à d'autres pays. Malgré les poids de sa bureaucratie, l'Indonésie serait donc plutôt sous-administrée que l'inverse.

Le paradoxe de cette bureaucratie, nombreuse et aux pouvoirs enviés, est que sa puissance est limitée par plusieurs facteurs. Les hauts fonctionnaires sont souvent bien formés et constituent de bons administrateurs. Mais trop peu nombreux, ils sont débordés et ne peuvent assurer pleinement leurs missions. Pour le reste, le niveau de formation et de revenue reste encore très insuffisant. De ce fait, l'efficacité de l'administration n'est pas toujours à la hauteur de ce qui serait requis.

L'administration se prolonge systématiquement dans l'intérieur du pays par un découpage territorial de type pyramidal et centralisé, qui ignore la plupart du temps les groupes ethnolinguistiques. Les 27 provinces (maintenant 26) dirigées par des gouverneurs sont subdivisées en 2243 départements et 55 municipalités régis par des « bupati » (préfets); ces collectivités sont divisées à leur tour en 3.841 cantons. La base de l'administration territoriale est formée par les 64.367 communes, rurales et urbaines. Les différents responsables administratifs sont désignés par leurs supérieurs respectifs, les choix étant ensuite entérinés par les assemblées locales. Le premier contact des citoyens avec l'autorité se produit au niveau du « chef de voisinage ». Situés à l'échelon le plus bas de la hiérarchie administrative, ces responsables volontaires exercent une fonction de surveillance et délivrent les attestations de domicile et autres petits documents.

Dans son ensemble, l'administration territoriale se caractérise par son sens hiérarchique, son zèle implacable et sa lenteur. Celle-ci est liée à la centralisation du système qui fait que nombre de décisions doivent remonter à Jakarta. Outre leur

mission gestionnaire, les fonctionnaires territoriaux sont chargés de veiller au développement du pays à travers l'exécution de programmes et de projets. Ils collectent des statistiques, lancent des appels d'offre aux petites entreprises, inspectent les travaux. En bref, l'administration contribue au maintien de l'unité nationale non seulement parce qu'elle représente les instances centrales dites « déconcentrées » en province, mais aussi parce que la dispersion dans l'archipel des fonctionnaires de différentes origines favorise le brassage ethnique.

Le maillage territorial est complété par les réseaux techniques (transport et télécommunications) qui se sont développés de façon spectaculaire bien qu'inégale depuis une trentaine d'années. Par surcroît, le quadrillage du pays est intensifié par l'armée, qui est représentés jusque dans chaque village par un sous-officier. Les institutions militaires doublent les institutions civiles presque à tous les niveaux.

## 2.2 Politique militaire

### 2.2.1 La fonction politique des militaires

Institution clé de l'Ordre nouveau, les forces armées constituent l'épine dorsale de l'archipel depuis l'indépendance du pays. Nées de la lutte armée contre les Néerlandais, elles tirent de cet épisode fondateur leur légitimité historique, ainsi que les bases de leur doctrine militaire. Leurs noyaux durs initiaux sont disparates et ont mis un certain temps à fusionner : anciens sous-officiers, formée par les colonisateurs, milices recrutés par les Japonais, groupements de musulmans menant une guerre sainte pour l'indépendance, jeunes gens ayant pris les armes et devenus des guérilleros, ainsi que de nombreux volontaires « levés en masse ».

L'instabilité politique des années 1950, les nombreuses expéditions répressives menées contre les séparatistes régionaux, puis la présidentialisation du régime par Soekarno à partir de 1959, avaient amené l'armée sinon à se politiser du moins à s'intéresser à la chose politique. La nationalisation des biens étrangers avait permis aux militaires de s'initier à la gestion de grandes entreprises qui leur avaient été confiées ou dont ils s'étaient saisis. C'est dans ce contexte que le général Nasution a introduit le principe de la « voie du milieu », sorte de double fonction avant la lettre.

Avec l'arrivée au pouvoir du général Soeharto en 1966, la double fonction des militaires est officialisée : désormais, ils ajoutent une mission politique à la fonction de défense. Cette nouvelle mission consiste en grande partie dans le maintien de l'ordre intérieur, tandis que la fonction de défense extérieure reste marginale. Le quadrillage du territoire entre dans ce souci d'assurer la sécurité nationale. La stratégie face à l'extérieur est inspirée de lutte anti-néerlandaise et s'appuie sur la guérilla contre l'ennemi qu'on laisse venir tant qu'il est le plus fort, puis sur la levée en masse quand le rapport de forces est favorable. A la veille de la crise de 1997-1998, l'Armée Indonésienne commençait à développer sa capacité de projection, pour assurer la défense éloignée de l'archipel, notamment face l'émergence de la Chine. Cette conversion qui exige un équipement bien plus important et plus coûteux a été ralentie par la crise. La tâche plus modeste de surveillance des côtes et des eaux de l'archipel reste néanmoins prioritaire.

C'est le rôle politique des militaires Indonésiens qui a fait de la « double fonction » un modèle tentant pour les régimes autoritaires. Le système se traduit par le détachement de militaires dans de nombreuses positions de l'appareil civil, à la tête de ministères, ou dans les hautes sphères de l'administration centrale comme dans l'administration territoriale. De nombreux gouverneurs et préfets sont des officiers.

Sous l'Ordre nouveau, l'ensemble des institutions politiques était organisé pour permettre aux militaires d'exercer le pouvoir. Privés du droit de vote, ces derniers recevaient en contrepartie des sièges au Parlement (75 sur 500). Un parti officiel, le Golkar, servait de véhicule électoral tandis que deux partis d'opposition officielle apportaient une contestation modeste lors des élections législatives tenues tous les cinq ans. Les campagnes électorales étaient fort courtes et les masses étaient dépolitisées, la politique n'étant pas autorisée dans les villages.

Après la chute du général Soeharto et les critiques portées contre la double fonction des militaires, quelques modifications ont été apportées aux institutions. Le quota des sièges parlementaires accordés aux forces armées a été réduit, tandis que la structure de l'Assemblée consultative du peuple a été altérée dans un sens plus démocratique. Cet organe qui est la plus haute instance de la République élit tous les cinq ans le président et le vice-président et définit la politique générale de l'état. Jusqu'en 1998, le général Soeharto contrôlait cette assemblée en nommant la

moitié de ses membres, soit cinq cents représentants régionaux, l'autre moitié étant composée des cinq cents parlementaires. Désormais, le poids des parlementaires est renforcé au sein de l'Assemblée, puisque le nombre des représentants régionaux est réduit de moitié et qu'ils ne seront plus désignés mais élus. Surtout, la grande nouveauté est l'éclosion des partis, passés de trois à soixante-dix à la fin de 1998.

### 2.2.2 Le rôle de l'Armée Indonésienne aujourd'hui

Depuis la chute du gouvernement de l'Ordre nouveau, la réforme est devenue le seul choix du peuple Indonésien. Tout citoyen est invité à se rendre compte de l'essence de la réforme, caractérisé par l'ouverture, la démocratisation, la prospérité et la justice. La réforme, en tant que réalité politique, est une expression de plusieurs phénomènes politiques, aussi conventionnels que non-conventionnels. L'étape de libéralisation se présente sous forme de liberté et de participation politique élargie, qui, cependant, ne donne pas une indication claire quant au sens de ce changement. A ce niveau, deux probabilités s'offrent : reconsolidation autoritaire ou démocratique.

A partir de cette réalité, on peut supposer que la position et le rôle de l'Armée Indonésienne aujourd'hui doivent être formulés d'une manière flexible, entre liberté et démocratie d'une part, et ordre politique ainsi que respect des lois d'autre part. Dans ce cas, le choix de l'Armée Indonésienne comme protectrice, catalyseur, défenseur des lois et d'ordre semble proportionnel et paraît une bonne option.

Afin de mieux décrire le rôle et la position de l'Armée Indonésienne, il est utile de souligner certaines interprétations déformées sur le rôle passé de l'Armée Indonésienne: le rôle plus connu sous le terme « double fonction », aussi bien dans le sens d'un concept divin que dans le sens que les militaires sont égaux au peuple. A présent, cette déformation est définie par le un changement d'appellation de la « double fonction » de l'Armée Indonésienne en « rôle » de l'Armée Indonésienne, «d'engagement dur » en « engagement souple » qui vise à corroborer la fondation la politique du peuple; l'actualisation du rôle de l'Armée Indonésienne est orientée vers la mise en oeuvre d'une participation populaire plus active dans la démocratie.

### 2.2.3 Les défis du 21<sup>e</sup> siècle

Les défis issus de la globalisation et l'évolution de la politique nationale mettront sans doute le peuple Indonésien à l'épreuve dans son effort à bâtir la croissances. La réussite de la réforme, elle-même générée par la globalisation, doit être en mesure de répondre au dynamisme de cette globalisation.

La globalisation est devenue une certitude, englobant le savoir-faire et la technologie à travers les média et la télécommunication. Les crises économiques qui sévissent dans plusieurs pays (y compris en Indonésie) sont provoquées par l'incapacité des capitalistes à créer la prospérité mondiale. Le changement politique exigé au milieu d'une crise économique montre l'inaptitude à éviter l'effet de la globalisation. Ceci dit, il y avait une demande croissante de démocratisation et respect des droits de l'homme, engendrée par la chute du communisme, le déclin de l'autorité gouvernementale, l'éveil de la classe moyenne préconisant plus de justice. La dynamique de la politique nationale se manifeste par la tendance de la polarisation du leadership social et du factionalisme politique. Si ce phénomène sert bien entendu à enrichir la démocratie, il peut être dommageable à l'intégration nationale. C'est la raison pour laquelle il doit être traité avec précaution, en respectant l'ordre politique et la loi.

Le défi le plus exaltant pour l'Armée Indonésienne, elle est confrontée au défi qu'est l'application de son nouveau rôle dans la pratique, servant de catalyseur dans le processus démocratique, compatibilité entre la parole et l'acte, sa neutralité envers certains groupes et aussi de trouver une juste manière de se positionner au sein du panorama politique où le conflit de vision politique ne doit pas mener à une désintégration nationale.

### 2.2.4 Perspective de l'Armée Indonésienne au 21<sup>e</sup> siècle

La perspective future de l'Armée Indonésienne se situe évidemment dans le cadre d'une finalisation des objectifs d'une nation moderne vers une nouvelle Indonésie. Le concept d'un état rationnel, et non d'un état de pouvoir, est un état qui préserve un système où la constitution et les lois sont institutionnalisés consensuellement. Dans ce cas, la loi est l'application même du système de l'état avec des objectifs clairement affichés. Au début du gouvernement de « l'Ordre de la réforme », on adopte un changement de comportement, d'une approche

sécuritaire vers celle de démocratie et de justice, de non-transparent au transparent, du « haut en bas » vers « le bas en haut ». Ce changement de comportement exprime l'attitude du gouvernement qui s'intéresse à la construction d'un état démocratique. L'image de l'Armée Indonésienne est indissociable de celle de l'état. Son rôle n'est pas seulement de mettre en sécurité l'organisation des élections générales, mais aussi de respecter les droits civils de telle sorte que le rôle de l'Armée Indonésienne ne fasse aucune affaire politique, mais appelée à une mission de dévouement.

En vue de consolider son image, les six mesures adoptées par l'Armée Indonésienne sont :

- Revoir le comportement relatif au leadership et son éthique.
- Mieux éclairer l'idée des opérations militaires.
- Améliorer les capacités de l'Armée Indonésienne.
- Reformuler et reconsolider les affaires internes de l'Armée Indonésienne.
- Réorienter le rôle de l'Armée Indonésienne.
- L'Armée Indonésienne s'engage à sauvegarder la vie nationale.

En outre, trois actions à long terme sont menées, à savoir :

- Concourir à faire respecter la loi et les droits de l'homme.
- Assumer un rôle social qui consiste à superviser le maintien de l'autorité d'un gouvernement intègre.
- Mettre en priorité la souveraineté du peuple en tant que citoyens.

Le nouveau paradigme est la volonté politique exprimée par L'Armée Indonésienne en faveur des objectifs nationaux remis à jour. Plusieurs méthodes sont recherchées au cours de la réforme, et le choix de L'Armée Indonésienne semble parfois assez singulier, comme par exemple la séparation de la Police nationale de l'armée.

Le nouveau paradigme couvre quatre dimensions, décrivant le changement de la position de l'Armée Indonésienne : de ne pas se mettre toujours en première scène ; de persuader et non d'infliger ; d'employer les manières indirectes au lieu des moyens directs ; et la volonté affichée de partager le rôle politique avec les autres composants nationaux.

A l'instar de l'analyse du nouveau paradigme, une réorientation du rôle de l'Armée Indonésienne est mise en place, en même temps que sa redéfinition, sa réposition ainsi que sa réactualisation.

La redéfinition consiste à formuler le concept du rôle de l'Armée Indonésienne après l'abandon de l'idée de sa « double fonction ». Le rôle de l'Armée Indonésienne ne doit pas être interprété comme un poste civil temporaire, mais un appel populaire adressé à l'Armée en vue de la création d'un nouveau système. Cette demande se traduit par le partage équitable entre l'Armée et le pouvoir politique, la diminution de l'intervention de Jakarta à l'égard de l'administration locale, et la séparation de responsabilité entre les fonctions exécutives et législatives. Or, les fonctions de défense/ sécurité et socio-politique étant étroitement liées, la position et le rôle de l'Armée Indonésienne peuvent être définis comme un gardien de l'intégrité et la souveraineté nationale, ainsi comme un catalyseur qui œuvre pour la démocratie et la prospérité du peuple.

On aperçoit la mise en place de la suprématie de la loi et la société civile au sein des militaires et de la Police nationale dans l'exemple suivant. La mission civile n'est pas une affaire politique mais basée sur une connaissance : à l'égard de la position de l'Armée Indonésienne dans les assemblées législatives provinciales, son rôle intégré entre défense- sécurité et sa fonction socio-politique, sa position de gardien augmente, tandis que son rôle de catalyseur diminue.

La repositionne se fait par la définition de la position de l'Armée Indonésienne en tant que gardien et catalyseur du développement national. La présence de l'Armée est encore indispensable car elle est le pilier de l'unité et de l'intégrité nationale. Au niveau du leadership national, l'Armée Indonésienne a l'avantage d'être la première parmi ses semblables (*primus inter pares*).

La position de l'Armée Indonésienne est orientée vers un emploi plus efficace dans le système de la prise de décision où le potentiel futur de l'Armée est caractérisé par une participation prépondérante qui consiste à organiser l'Armée dans un système national, à confier des tâches civiles selon une convention établie, à structurer d'autres missions moyennant des changements dans le système d'approche (contrôle, participation ...).

Après la redéfinition et le repositionnement, la réactualisation est manifestée par le déploiement des forces en tant que protecteur, afin qu'elles puissent être opérationnelles par leur professionnalisme, leur efficacité, leur efficacité et leur modernisation (PEEM). En tant que catalyseur, on tend à mettre en priorité le savoir-faire, et faire respecter la loi par une police professionnelle.

Dans sa réalisation, les objets à réformer concernent les domaines tels que la doctrine, la structure, la culture, la gestion ainsi que l'organisation de l'éthique et du leadership militaire, ce qui pourrait consolider la position et le rôle de l'Armée Indonésienne au sein de la vie nationale.

### 2.3 Politique étrangère « indépendante et active »

L'année 1995 marque l'émergence de l'Indonésie comme acteur sur la scène mondiale. Membre non permanent du conseil de sécurité, elle a su faire entendre sa voix dans les négociations pour l'élargissement du traité de non-prolifération nucléaire et prendre une initiative sur la Bosnie, prouvant, s'il fallait encore, qu'elle était déjà une puissance moyenne comptant de plus en plus au plan international. Au moment où l'Indonésie s'apprête à célébrer le cinquantenaire de son indépendance, elle apparaît comme un interlocuteur coopératif et constructif en Asie orientale, dans le tiers monde et dans les forums internationaux. L'Indonésie a toujours considéré qu'une politique étrangère idéale devait être « indépendante et active ». Ce n'est, cependant, que depuis une quinzaine d'années qu'elle a pu concrétiser cette ambition en contribuant à créer en Asie orientale et même au-delà un environnement international stable et paisible.

L'Indonésie, par sa population, le quatrième pays du monde et occupe une position géostratégique capitale sur les routes maritimes entre l'Asie orientale, le Moyen-Orient et l'Europe. Elle dispose d'abondantes ressources naturelles. Fidèle au modèle de développement économique extrême-oriental, elle est en voie de devenir en une génération « un nouveau pays industrialisé ». Elle est fière de sa culture et de son histoire précoloniale, car elle a été le siège d'un grand empire indigène, et son combat révolutionnaire contre le colonialisme a suscité chez elle un nationalisme légitime, gage d'une solide identité dans une phase de grande transformation sociale.

Pendant de longues années, l'Asie n'occupait guère de place dans la relation de l'Indonésie au monde extérieur. A l'époque coloniale comme pendant la guerre froide, l'archipel regardait vers l'Occident.

L'émergence d'un nouvel ordre mondial au début des années 1990 a obligé l'Asie à resserrer les rangs pour constituer un ensemble régional plus cohérent, même s'il est informel. La crise de 1996-1998 a montré la similitude des situations entre l'Indonésie et ses voisins et a accentué la prise de conscience d'une destinée collective, face au reste du monde.

Au sein de l'Asie même, l'intensité de la relation varie, selon qu'elle s'adresse aux univers chinois au nippon, ou encore aux pays bouddhistes de l'Asie du sud-est continental. En outre, l'Indonésie associe à son caractère asiatique une autre dimension orientale qui dépasse le cadre régional, puisque l'archipel est aussi musulman et appartient à un ensemble dont les centres vitaux se trouvent au Moyen-Orient. Avec ses voisins immédiats du monde malais, l'Indonésie entretient depuis toujours un lien « naturel », lié à la culture et à l'histoire communes, mais non exempt de conflits.

### TROISIEME PARTIE:LES CRISES MAJEURS QUI RAVAGENT AUJOURD'HUI

#### 3.1 Situation Politique

La crise politique a éclaté en mai 1998 avec la démission du Président Soeharto deux mois après sa réélection à l'unanimité par l'Assemblée. Incapable de faire face à la situation économique, défié par les manifestations étudiantes dégénérant en heurt sanglants, lâché par ses soutiens traditionnels qu'étaient l'armée, l'administration et le parti quasi unique du Golkar, l'ancien dictateur a été contraint de laisser la place au Vice président B.J Habibie, dauphin désigné par lui.

Le 20/10/1999, par surprise, M. Abdurrachman Wahid est élu Président de la République. Il nomme Madame Megawati Soekarno Putri Vice Présidente.

Mais les luttes au sommet de l'Etat continuent à tenir en haleine les commentateurs politiques de tous bords, et il est indéniable que Abdurrachman Wahid s'est engagé dans plusieurs duels successifs, tous très spectaculaires, avec ses ennemis du moment. Gus Dur agit rarement en démocrate convaincu. Par sa pratique du pouvoir en période de transition, il confirme et accroît la dérive présidentialisée du régime. Jusqu'à présent, et malgré de nombreuses promesses en ce sens, la Constitution de 1945 n'a toujours pas été amendée. Or celle-ci ne favorise pas la naissance d'un système parlementaire, puisqu'elle n'institutionnalise pas le rôle de chef de gouvernement.

On ne change pas radicalement de voie politique avec d'anciennes habitudes. La démocratie a cela de difficile, c'est qu'elle ne laisse guère de temps pour son propre apprentissage. Et Abdurrachman Wahid, pourtant sage aux talents indiscutables, aura bien des difficultés à manier conjointement les valeurs de l'ancien temps et les exigences liées au changement d'époque. Tout changer sans tout perdre est cependant une voie raisonnable pour que le pays ne sombre pas, ni vers une inconnue inévitablement dangereuse, ni dans un passé révolu et condamné. L'horizon acceptable des Indonésiens se situe quelque part dans ce compromis nécessaire, entre tradition et modernité, quête de vérité sur le passé et besoin de repenser le futur.

Malheureusement le pouvoir de Abdurrachman Wahid n'a pu s'établir. Il n'a pas été à la tête l'Etat plus de 2 ans. L'assemble nationale l'a destitué l'a remplacé par Megawati Soekarno Putri.

L'une des questions clés de l'intégrité future du pays dans ses frontières plus ou moins actuelles réside dans les décisions claires que devront prendre les dirigeants politiques. Quels pouvoirs devront demain être concédés aux provinces pour défendre l'unité provinciale, quels pouvoirs et quelles politiques devront être encouragés en amont pour diriger les provinces et renforcer l'unité nationale ainsi que le pouvoir politique central en place ? Ces interrogations devront rapidement trouver une réponse qui intégrera nécessairement une plus grande compréhension des revendications locales si l'Etat désire véritablement ne pas trop hypothéquer ses chances de maintenir une certaine cohésion nationale.

### 3.2 Situation économique et financier.

L'Indonésie a connu durant près de 30 ans une période d'euphorie avec une croissance annuelle de 7 % en moyenne. Le pays s'est progressivement enfoncé dans la crise à partir d'août 1997 commencer par la crise touche les monnaies thaïe, philippine, malaisienne et indonésienne.

L'endettement public comme privé étouffe l'économie. La politique économique est contrainte par la nécessité de redresser les comptes publics et la lenteur des réformes structurelles ajoute à la défiance des investisseurs. Alors que le ralentissement de la conjoncture mondiale a commencé à faire sentir ses effets, le gouvernement constitué par la nouvelle présidente Megawati Soekarnoputri doit d'urgence mettre à profit le crédit dont

il dispose auprès de la communauté d'affaires et des bailleurs de fonds internationaux pour relancer des réformes structurelles incontournables.

Aujourd'hui Megawati hérite d'une situation économique désastreuse. Lorsque Abdurrahman Wahid était arrivé au pouvoir en octobre 1999, la roupie s'échangeait à 7000 pour un dollar. A sa chute, elle était à 11 300 pour un dollars. Les investisseurs ont fui l'Indonésie pendant sa présidence et les sorties de capitaux se sont poursuivies en grande partie à cause des troubles régionaux. Des économistes indonésiens affirment qu'avec la chute de Wahid, ce fut la fin d'un « cauchemar économique ». Cependant, la dette extérieure de l'Indonésie s'élève encore à 137 milliards de dollars à la fin de 2001 (37 % la dette de Gouvernement 63% la dette privé), soit un chiffre presque équivalent à celui du PIB. La taux de croissance annuel 1,35 %, l'inflation 12,6 %, PIB par habitant 470 US \$ en 2001, et on estime que la taux de pauvreté 23,5 %.

### 3.3 Sécurité interne

#### 3.3.1 Aceh

Ce région se trouve au nord d'île de Sumatra, près de la Malaisie est 97% de sa population est musulman. Le Mouvement Aceh Libre (GAM = Gerakan Aceh Merdeka) a prévu de déclarer l'indépendance le 4 décembre, date anniversaire de la fondation du mouvement en 1976. Pour cette manifestation, le nouveau chef des armées, le Général Widodo, a promis de ne pas faire usage de la violence. Ces promesses ne semblent guère avoir été entendues par les autres militaires de haut rang. La police nationale, qui n'est pas sous son commandement, ne l'entend pas de cette oreille. Début décembre 1999, le chef de la police, le général Roesmanhadi a déployé neuf cents hommes spécialisés dans les émeutes pour mater la rébellion acehnaise ! En même temps, le porte-parole des militaires, le général Sudrajat, assure que ses soldats sont prêts à tuer tous ceux qui s'aventureraient à descendre le drapeau indonésien pour le remplacer par les couleurs du Mouvement Aceh Libre. Voilà qui laisse très peu de chance à la paix, et pour une armée qui revendique son retrait anticipé de la scène politique, on aurait pu espérer mieux.

La cause acehnaise souffre de deux sérieux handicaps : absence d'un leader charismatique et absence de reconnaissance internationale. Ce qui signifie concrètement que sur le terrain, il n'existe pas de place pour la discussion et donc pas de place pour la paix, entre d'un côté les guérilleros indépendantistes et de

l'autre les soldats de l'armée indonésienne. Dans ces conditions, éviter l'affrontement relève de l'impossible ou presque ! Par exemple : plus de 70 écoles primaires ont été fermées dans la province depuis fin novembre et environ 17.000 étudiants restent à la maison depuis cette date ; enfin, les 5.000 soldats du Mouvement Aceh Libre font bien pâle figure devant les 11.000 policiers et les 3 bataillons militaires envoyés sur place.

Aceh est sans doute la clé de l'éventuel succès ou du possible échec du futur fédéralisme à l'indonésienne. Des discussions sont en cours avec les dirigeants du GAM, les autorités religieuses acehnaïses et le gouvernement Indonésien pour trouver une solution au conflit. La province d'Aceh a peut être encore une chance de rester dans le giron indonésien, mais ce sera au prix d'une autonomie régionale véritable, avec notamment un contrôle local des ressources économiques et de la politique sécuritaire. Dans l'attente d'une solution viable à long terme, la province acehnaïse est entrée dans le nouveau millénaire sans trop de nouvelles victimes, mais l'attente de jours meilleurs ne doit pas s'éterniser.

### 3.3.2 Timor-Leste

Le Timor-Leste, appelé pendant un quart de siècle Timor-Timur par les Indonésiens, a été touché par les pires atrocités. Le coup de force déclenché le 11 août 1975 qui aboutira le 7 décembre de la même année à l'invasion et à l'annexion pure et simple du Timor-Oriental par l'Indonésie, a été négocié avec les Américains dans le but avéré d'éviter un nouveau Cuba en Asie orientale. Depuis lors, l'Indonésie, qui est définitivement ancrée dans le camp de l'Occident anticommuniste, n'a cessé d'obtenir l'aide militaire, les formateurs et les conseillers des Etats-Unis dont l'objectif principal est de s'opposer à l'avancée des guérillas porteuses d'une idéologie plus ou moins marxiste dans le monde.

Les Timorais n'oublient pas les deux cents mille victimes qui suivirent l'invasion indonésienne, ni le massacre de Santa Cruz en 1991 avec ses 271 morts, autant de disparus et davantage de blessés, et tous les actes de torture et de barbarie subis depuis 1975. Comment faire table rase du passé lorsqu'un quart de la population a été sauvagement assassiné ? Un assassinat d'Etat scrupuleusement organisé avec l'hypocrisie occidentale en arrière-fond qui ne fait qu'en accentuer l'horreur et le désespoir de tout un peuple.

Le 30 août 1999, les habitants du Timor-Oriental se sont prononcés en faveur de l'indépendance. La répression n'a pas tardé et la terreur propagée par les milices pro-indonésiennes et l'armée n'a guère laissé de temps aux Timorais de savourer leur victoire. Alors que la situation devenait tragique et que les cadavres s'amoncelaient (l'évêque Ximenes Belo, prix Nobel de la paix, dresse le bilan d'environ 10000 morts en deux semaines), les Nations Unies décidèrent, le 20 septembre 1999, de déployer une force militaire multinationale « INTERFET » dont le commandement fut donné à un Australien.

Aujourd'hui, si la situation s'est considérablement apaisée, la présence des troupes de l'INTERFET et n'exclut pas les exactions sporadiques qui éclatent ici ou là dans l'île.

Mais le problème, réfugiés qui sont s'installés à la frontière entre le Timor Oriental d'un côté et le Timor Occidental de l'autre. Ils sont obligés de faire le choix douloureux de leur nationalité. Dans la situation économique très difficile le gouvernement indonésien ne peut pas les supporter, notamment pour leur nourriture, leur hébergement, leur santé, etc. Avant de mai 2002 ils doivent les décider.

### 3.3.3 Les Moluques

Cette région a également été durement touchée tout au long de l'année 1999. Megawati, chargée de régler au plus vite les conflits communautaires aux Moluques, ainsi que l'épineux problème des atteintes aux droits de l'homme dans l'est de l'Irian Jaya, reste, une fois de plus, étrangement silencieuse. Pourtant, l'urgence est de rigueur, puisque les conflits entre chrétiens et musulmans ont repris de plus belle en décembre de cette même année. Au total, le conflit inter religieux sur fond de crise sociale et d'identité aura fait deux mille victimes en 1999, uniquement dans la région des Moluques.

L'histoire hélas se répète pour le malheur des peuples. C'est tout l'est indonésien qui risque à terme de s'embraser. Les affrontements à la veille du réveillon 2000 font ainsi suite à ceux de mi-décembre, lors du passage, inutile, du président et de la vice-présidente dans la région.

Que peut finalement espérer une fragile et jeune démocratie contre la haine des peuples, l'intolérance religieuse, ainsi que contre la force d'une armée toute puissante, à la limite de la désobéissance ?

#### 3.3.4 Papua

La Nouvelle-Guinée-Occidentale appelée l'Irian Jaya par les Indonésiens se nomme depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000 : Papua. Selon le nouveau président Gus Dur, le terme Irian, d'origine arabe, a une connotation négative, il signifierait « nu ». Du coup, réveillonnant en terre papoue, il en a profité pour rebaptiser l'Irian Jaya par l'appellation la plus respectable qui soit, Papua.

Les Papous vivent de l'extraction de leurs ressources minières et de l'exploitation de leurs immenses forêts. Mais malheureusement ces industries ont des effets catastrophiques sur l'environnement. Devant l'ampleur des dégâts causés par les milliers de tonnes de déchets miniers déversés chaque jour dans les rivières et sur les terres, les peuples indigènes se sont unis en 1996 pour former le conseil indigène amungme (LEMASA) afin de tenter de lutter contre l'exploitation insolente de leurs sols et leurs forêts.

En plus viennent s'ajouter les relations extrêmement tendues entre les communautés locales et les 6000 soldats cantonnés en permanence autour de la plus grande mine de cuivre et d'or du monde, qui produit plus d'un million de dollars de bénéfices par jour. Dans ce contexte, les Papous s'organisent peu à peu pour tenter de mieux résister et défendre leurs terres. Avec la crise financière et le chaos social en 1998, la sacro-sainte unité indonésienne est fragilisée dans ses zones périphériques, et les Papous sont particulièrement attentifs au règlement de la question timoraise, pour définir leur propre stratégie.

On peut s'interroger sur les intentions réelles de Gus Dur à propos des populations papoues lorsqu'il déclare accepter la demande d'indépendance des Papous, au titre de la liberté d'expression, dont il se porte garant. En même temps, le président indonésien dit ne pas pouvoir tolérer le moindre acte séparatiste, au titre de son rôle de défenseur de l'unité nationale, ainsi que le stipule la Constitution de 1945. Pour les Papous, ce n'est que le début d'un long combat dont l'issue logique et naturelle est loin de leur donner tort. Les Papous savent trois choses qui leur semblent pertinentes :

primo, ils ne partagent pas le même fonds culturel malais que possèdent la plupart des Indonésiens ; secundo, ils maîtrisent un nombre important de langues et de dialectes spécifiques qui sont autant de facteurs sociaux- culturels de divergence, et beaucoup de Papous ne parlent toujours pas la langue nationale indonésienne, ce qui est un véritable frein à une éventuelle intégration ; tertio, ils n'ont jamais ni entériné ni accepté l'annexion, l'invasion et l'exploitation de leurs terres par les colonisateurs indonésiens. L'indépendance pour les peuples de Papua est une évidence à long terme, personne ne peut sérieusement le nier, mais les difficultés qui jalonnent son chemin sont autant d'obstacles à surmonter !

### 3.4 Existe t'il une solution aux crises actuelles de l'Indonésie ?

Plusieurs actions ont pris par le gouvernement indonésien pour résoudre ces problèmes, par exemples sur ;

#### 3.4.1 La politique :

- Former un gouvernement qui soit capable de créer un système politique où la puissance nationale est globalement compétitive et mettre les militaires à leur taches propres. A cet égard, la position et le rôle de l'Armée Indonésienne consistent à contrôler dans le sens de protéger la souveraineté et l'intégrité nationale, à encourager la vie démocratique et la prospérité équitable, à l'instar d'un nouveau paradigme pour que la position et le rôle de l'Armée Indonésienne, face à d'innombrables défis à l'aube du 21<sup>e</sup> siècle.
- Etablir une reforme des institutions pour instaurer la démocratie, créer des constitutions adapté par la situation courante, rétablir des ordres et respecter des droits de l'homme.

#### 3.4.2 L'Economie

- La mise en œuvre du programme de restructuration et de réhabilitation du secteur bancaire et de recapitalisation du secteur financier.
- Communiquer au Fonds Monétaire Internationale (FMI) et à d'autres organisations/ agences internationales (le club de Paris, la Banque Mondiale, le Group consultatif pour L'Indonésie, l'initiative Miyazawa, etc) pour stabiliser de la roupie et d'aide financier.
- Faciliter les négociations entre les banquiers indonésiennes et leurs débiteurs locaux sur la restructuration de la dette interne.

### 3.4.3 La sécurité.

- Diminuer les forces armées et de police présentes dans ces régions et juger les militaires auteurs d'actes barbares auprès des autochtones.
- Donner une meilleure et plus équitable distribution des richesses et des recettes avec les populations locales.
- Accorder des droits plus étendus et des responsabilités politiques nettement plus importantes aux élus locaux et aux régions en général.

## CONCLUSION.

Par sa géographie située entre terre et mer, ses groupes ethniques multiples aux cultures et aux origines diverses, ses nombreuses religions dominées par l'islam sans que l'Etat soit islamique, ses abondantes langues et dialectes, toutes ces diversités ne permettent pas au plus grand archipel du monde de trouver son unité nationale ainsi que sa stabilité politique, économique et sociale. Pourtant le nouveau gouvernement mené par le duo Abdurrahman Wahid- Megawati a déjà permis à l'Indonésie de faire un grand pas en avant dans sa démocratie. Mais la séparation du Timor-Oriental et les exigences pressantes des Acehnais, des Moluquois, des Papous, etc, prouvent que le gouvernement aura toutes les peines du monde à maintenir une unité fortement éprouvée, d'autant plus que la liste des prétendants à l'autonomie, maintenant qu'il est à nouveau possible de parler librement en Indonésie, grandit de jour en jour.

Depuis la chute du gouvernement de l'Ordre nouveau, la réforme est devenue le seul choix du peuple Indonésien. Tout citoyen est invité à se rendre compte de l'essence de la réforme, caractérisé par l'ouverture, la démocratisation, la prospérité et la justice. La réforme, en tant que réalité politique, est une expression de plusieurs phénomènes politiques, aussi conventionnels que non-conventionnels. L'étape de libéralisation se présente sous forme de liberté et de participation politique élargie, qui, cependant, ne donne pas une indication claire quant au sens de ce changement. A ce niveau, deux probabilités s'offrent : reconsolidation autoritaire ou démocratique.

Quelques indications sont vus si l'avenir de l'Indonésie va mieux. Personnellement je pense que le pays se dirige vers une unité nationale plus stable et vers une économie meilleure. Car l'histoire nous prouve que les Indonésiens sont capables du pire comme du meilleur, qu'ils sont entrés dans une ère nouvelle et que le temps leur donnera raison.

## BIBLIOGRAPHIE

1. François Raillon, *Asie Plurielle – Indonésie la Réinvention d'un archipel*, La documentation française, Paris, 1999.
2. Denys Lombard, *Géopolitique Indonésie un géant dans le Pacifique – L'Indonésie dans l'histoire*, Été 1995 no.50.
3. Donald E. Weatherbee, *Géopolitique Indonésie un géant dans le Pacifique – Une politique étrangère « indépendante et active »*, Été 1995 no. 50.
4. Bernard Dorléans, *Indonésie : Les faits et les chiffres*, *Géopolitique* 1995.
5. John Downey, *Management in The Armed Forces, An Anatomy of the Military Profession*, Mc.Graw-Hill, London, 1997.
6. *L'Ambassade de la République d'Indonésie en France : Le rôle de l'Armée Indonésienne au 21<sup>e</sup> siècle*, 1998.
7. *L'Ambassade de la République de France en Indonésie : Indonésie, situation économique et financière*, octobre 2001
8. Livre Blanc (extraits) de la Défense du gouvernement Indonésien (Jakarta, 28 octobre 1995), Cote 930. ID, no.8132
9. DOMENACH Jean-Luc, *Asie en Danger*, Fayard, Paris ; 1997.
10. MESSAGER Alexandre, *Indonésie :chroniques de l'Ordre nouveau*, L'Harmattan, Paris ; 1999.
11. MICHEL Franck, *L'Indonésie éclatée mais libre, de la dictature à la démocratie*, L'Harmattan, Paris ; 2000.
12. RICHER Philippe, *Crises en Asie du Sud-Est*, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris ;1999.

## Articles et contributions :

1. CERI Centre d'Etudes et de Recherches Internationales, *L'Indonésie et ses démons : faiblesses du système politique et fragilité de l'Etat*, Paris, Science Po, Convention d'études no 5018 ; 2000.
2. CHRISTY Marc, *L'Indonésie : pivot de la stabilité en Asie du Sud-Est ?*, *Tribune du CID* no 10 ; avril 1997, pp 20-24.
3. POMONTI Jean-Claude, *Le poids de la dette*, *Bilan du Monde*, LE MONDE, Edition 2001, pp. 127-128.

4. POMONTI Jean-Claude, Le prix de la politique, Bilan du Monde, LE MONDE, Edition 2000, pp. 125-126.
5. RAGGI Philippe, Indonésie : une indulgence qui ne peut plus perdurer, Site Internet ; 04.02.2001.
6. Jacques Dumasy, Dossier de base Indonésie, Post d'expansion économique de Jakarta

## Les différentes crises internes indonésiennes. Quand ce mal s'arrêtera t-il ?

<u>INTRODUCTION.</u>	1
I. <u>Le poids de l'histoire.</u>	2
1.1 L'Indonésie dans l'histoire	2
1.2 Bref rappel historique	6
1.2.1 L'indépendance	6
1.2.2 La période démocratique	8
1.2.3 La période de la démocratie dirigée (1957-1965)	8
1.2.4 L'ordre nouveau (1965 – 1998)	9
1.2.5 Montée des profondeurs, la révolte de Mai 1998	10
1.2.6 Le mouvement des réformes et le retour du politique	13
1.2.7 Une société désespérée : les nouvelles contradictions	14
II. <u>Politique actuelle de l'Indonésie.</u>	15
2.1 Politique générale	15
2.1.1 Les expériences antérieures	15
2.1.2 Le nationalisme	16
2.1.3 L'Etat Pancasila	17
2.1.4 Les serviteurs de l'Etat	19
2.2 Politique militaire :	20
2.2.1 La fonction politique des militaires	20
2.2.2 Le rôle de l'armée indonésienne aujourd'hui	22
2.2.3 Les défis du XXI siècle.	23
2.2.4 Perspectives de l'armée Indonésienne au XXI siècle.	23
2.3 Politique étrangère « indépendante et active »	26
<u>Les crises majeurs qui ravagent aujourd'hui.</u>	27
3.1 Situation politique.	27
3.2 Situation économique et financier	28
3.3 Sécurité interne	29
3.3.1 Aceh.	29
3.3.2 Timor- Leste.	30
3.3.3 Les Moluques	31
3.3.4 Papua.	32
3.4 Existe t'il une solution aux crises actuelles de l'Indonésie ?	33
3.4.1 La politique	33
3.4.2 L'économie	33
3.4.3 La sécurité	34
<u>CONCLUSION.</u>	34